



CONSEIL D'ORIENTATION
DES RETRAITES

Les enjeux économiques du financement des retraites

14^e colloque du COR

Le financement du système de retraite français

Gérard Cornilleau

ofce

Plan de la présentation

La retraite est pour l'essentiel une prestation contributive devant logiquement être financée par un prélèvement sur les actifs, futurs retraités (Cf. [rapport du haut conseil du financement de la protection sociale](#))

Plan :

- ⇒ Qui paie finalement (incidence fiscale)?
- ⇒ Quels enjeux du partage cotisation patronale/salariale?
- ⇒ Quels effets macroéconomiques?

Incidence formelle / Incidence réelle des prélèvements – à court terme

- A court terme le financement d'une cotisation sociale (retraite mais aussi santé...) peut *a priori* être partagée *in fine* entre 3 acteurs : salariés / actionnaires / consommateurs
- Le partage final de la charge dépend des rapports entre les élasticités d'offre et de demande sur tous les marchés

Incidence formelle / Incidence réelle des prélèvements – à très long terme

- A très long terme le bouclage macroéconomique contraint le partage salaire / profits : le coût salarial doit être compatible avec la productivité du travail
 - Si le niveau du coût du travail est trop élevé la part des profits est insuffisante et il en résulte une baisse des investissements et de la production qui augmente le chômage et ramène le niveau du coût salarial à sa valeur d'équilibre. L'excès de salaire est aussi un facteur de perte de compétitivité qui conduit aussi à une chute de la production et au même enchaînement de rééquilibrage
 - Si le niveau des salaires est trop faible la consommation est insuffisante relativement aux capacités de productions. L'offre de travail peut aussi être affectée négativement. Il en résulte une pression sur les prix qui ramène le niveau des salaires réels au niveau compatible avec celui de la productivité

Incidence formelle / Incidence réelle des prélèvements à court terme : un exemple des effets possibles d'une hausse des cotisations employeurs

- Si l'emploi est très sensible au coût du travail et l'offre de travail peu sensible les salariés paieront une part des cotisations employeurs
- Si le marché de l'entreprise est peu sensible aux prix une part pourra aussi être reportée sur les consommateurs,...
- Si l'entreprise est très exposée à la concurrence internationale et si les salaires sont rigides, les profits pourront être affectés par la hausse des cotisations

Incidence formelle / Incidence réelle des prélèvements à court terme : partage à long terme de la charge des cotisations salariales et employeur

- Comme à long terme le coût salarial doit être compatible avec le niveau de la productivité du travail pour assurer un équilibre macroéconomique complet les cotisations salariales et employeurs sont équivalentes

L'analyse empirique des conséquences du financement

- Deux approches
 - Point de vue microéconomique fondé sur un modèle de négociation salariale standard (approche maximisatrice orthodoxe)
 - Point de vue macroéconomique fondé sur l'observation de la répercussion des variations passées des taux de prélèvement

Le point de vue microéconomique standard (orthodoxe)

- Les salariés négocient le salaire réel net et les entreprises réagissent au coût total du travail
 - En conséquence le niveau de l'emploi dépend de l'écart entre le coût du travail et le revenu net des salariés
- On distingue
 - le coin social : écart salaire brut – salaire net
 - le coin fiscal-social : écart salaire brut – revenu réel des salariés une fois déduite la totalité des prélèvements (cotisations, impôts directs, TVA, etc.)
- Selon cette analyse le partage des cotisations entre salariés et employeur a un effet car les salariés sont myopes et ne perçoivent pas le caractère de salaire différé des prélèvements pour les retraites

Le point de vue macroéconomique

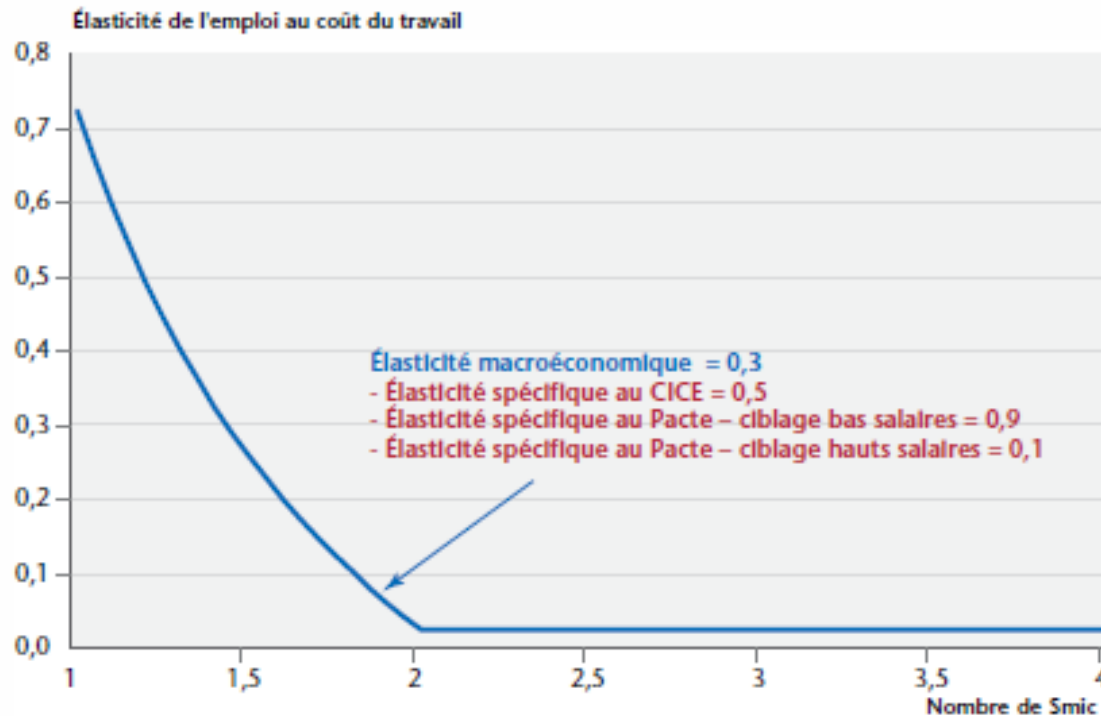
- Une variation du prélèvement sur le travail entraîne
 - Une modification du prix relatif capital/travail
 - Une modification des salaires nets
 - Une modification du niveau des profits
 - Une modification des prix et de la compétitivité
- Et affecte donc l'emploi, les entreprises, la rémunération des salariés et celle des actionnaires
 - Mais différemment à court terme et moyen-long terme

L'effet sur le prix relatif capital/travail

- La variation du prix relatif capital / travail modifie la structure productive
- En cas de hausse du prix du travail relativement à celui du capital les entreprises modifient la combinaison capital/travail
- La substitution capital / travail résulte aussi de l'impact du coût du travail sur les prix relatifs qui favorise (défavorise) les secteurs intensifs en travail
- Au niveau macro l'élasticité globale coût du travail / emploi est d'environ - 0,3 i.e. 1 % de variation du coût du travail entraîne une variation de l'emploi de -0,3 %

L'effet sur l'emploi : l'élasticité de l'emploi au coût du travail

Graphique 3. Élasticité de l'emploi à son coût selon le niveau de salaire en nombres de SMIC brut



Sources : DG Trésor, calculs OFCE.

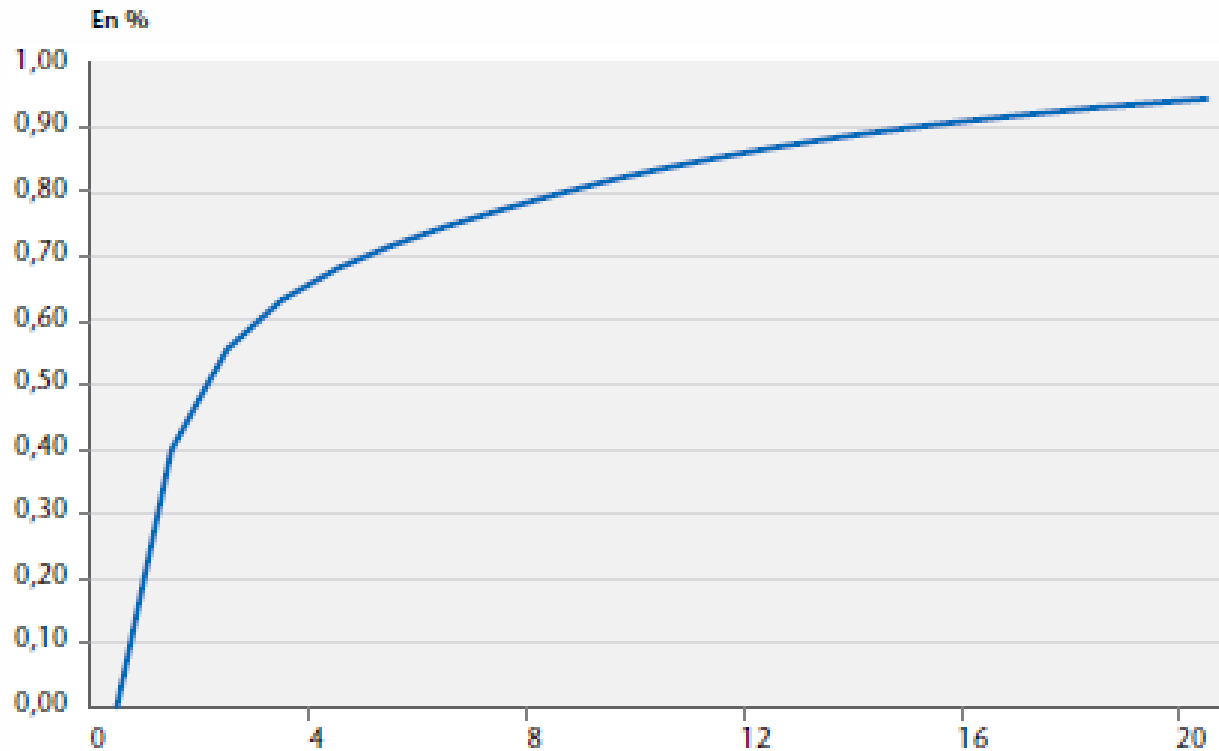
- Le ciblage bas salaires vise à favoriser l'emploi

L'effet pour les actionnaires : impact sur les profits

- A court terme les profits varient en sens inverse du coût du travail
- Il en résulte une amélioration (détérioration) de la profitabilité et des investissements
- A plus long terme, l'ajustement des prix ramène les marges à leur niveau d'équilibre mais il peut y avoir un effet d'hystérèse

L'effet pour les entreprises et les consommateurs : Impact sur les prix et les marges d'une hausse du coût du travail

Graphique 4. Ajustement du prix de VA à la suite d'une hausse de 1 % du CSU



Sources : e-mod.fr, OFCE.

L'effet pour les entreprises : impact sur la compétitivité

- La variation du coût du travail impacte la compétitivité
- L'impact est direct sur les coûts des entreprises exposées à la concurrence internationale et indirect via les échanges interindustriels
- Le canal de la compétitivité suppose une absence de réaction des concurrents. Par définition la politique de désinflation compétitive n'est pas coopérative

L'effet pour les salariés : impact sur les salaires nets

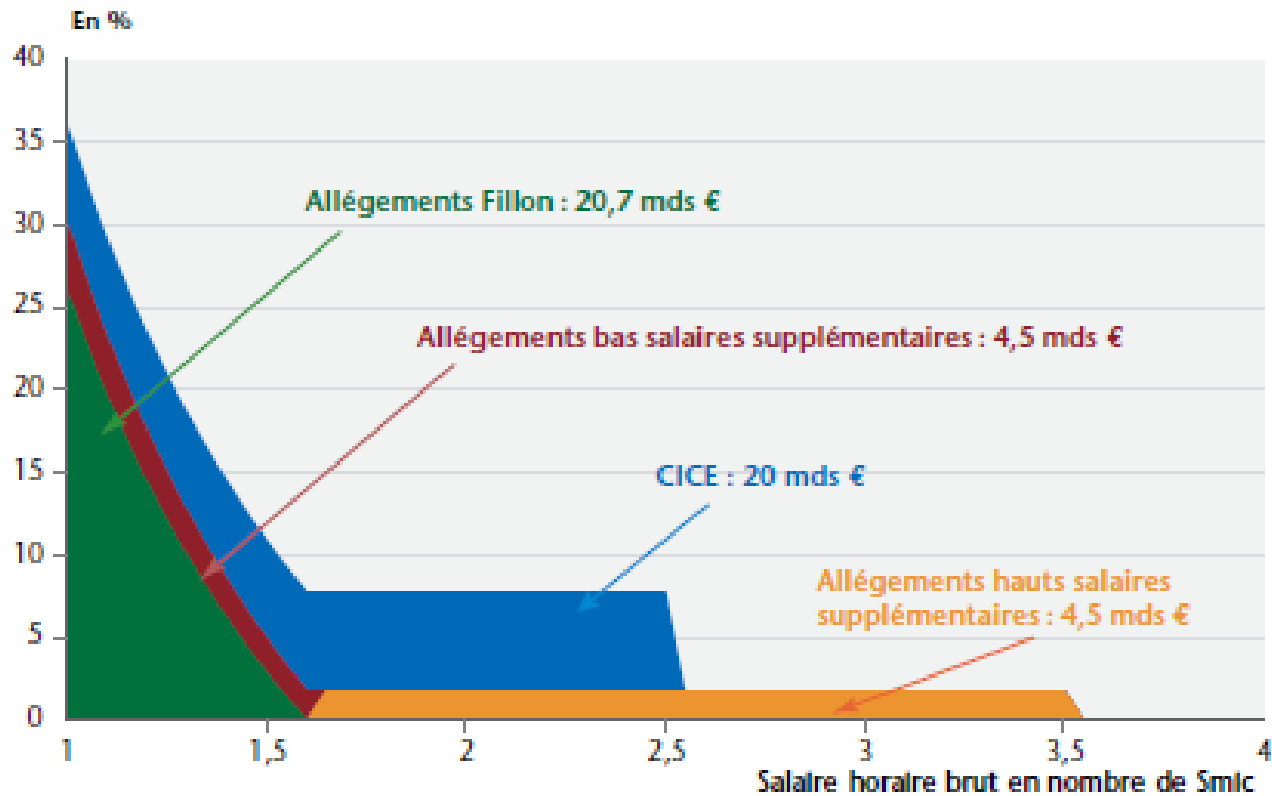
- Les salaires moyens évoluent en sens inverse du chômage (effet Phillips)
- A court terme l'impact est faible
- A long terme et compte tenu de la boucle prix – salaire l'effet est plus important
- Si on est au voisinage du plein emploi l'effet peut-être très inflationniste (si baisse *ex ante* du coût du travail). À terme la hausse des salaires compense la baisse initiale des coûts
- Si on est en fort sous emploi la réaction des salaires est plus faible et la boucle prix – salaire seulement partielle

Le financement des politiques de baisse du coût du travail

- A prestations inchangées les politiques de réduction du coût du travail conduisent à un déficit des finances publiques
- Pour conserver l'équilibre des comptes il faut soit réduire les dépenses soit augmenter un autre prélèvement
- Il est inutile de prévoir une compensation totale *ex ante* du fait des effets multiplicateurs
- Le financement réduit cependant l'impact positif sur l'emploi (en cas de baisse du coût du travail)
- Comme pour les salaires l'effet du financement n'est pas le même en situation de sous emploi ou de plein emploi

Les allègements successifs de coût du travail

Graphique 2. Profil des allègements de cotisations sociales et du CICE



Source : Calculs OFCE.

CICE et pacte non financés

Tableau 9. Effet du CICE et du Pacte selon la position dans le cycle et l'élasticité macroéconomique de substitution – Mesure non financée

Emploi salarié marchand

Élasticité macroéconomique de substitution capital/travail

Output gap	$\sigma = 0,3$			$\sigma = 0,5$		
	2014	2016	2018	2014	2016	2018
og = -4	60	354	600	60	390	700
og = -3	59	340	533	59	374	615
og = -2	59	327	474	59	359	541
og = -1	58	315	422	58	344	476
og = 0	58	303	377	58	331	419
og = 1	58	292	337	58	318	369
og = 2	57	282	301	57	306	325

PIB (en %)

Élasticité macroéconomique de substitution capital/travail

Output gap	$\sigma = 0,3$			$\sigma = 0,5$		
	2014	2016	2018	2014	2016	2018
og = -4	0,2	1,0	1,4	0,2	0,9	1,2
og = -3	0,2	0,9	1,2	0,2	0,9	1,1
og = -2	0,2	0,9	1,2	0,2	0,8	1,1
og = -1	0,2	0,9	1,1	0,2	0,8	1,0
og = 0	0,2	0,9	1,0	0,2	0,8	0,9
og = 1	0,2	0,8	1,0	0,2	0,8	0,9
og = 2	0,2	0,8	0,9	0,2	0,8	0,8

Note : ces tableaux agrègent les résultats des simulations réalisées indépendamment pour chaque mesure avec l'élasticité spécifique à chaque mesure recalculée à partir de l'élasticité macroéconomique retenue.

Source : Calculs des auteurs, e-mod.fr.

CICE et pacte financés

Tableau 10. Effet du CICE et du Pacte selon la position dans le cycle et l'élasticité macroéconomique de substitution – Mesure financée

Emploi salarié marchand

Élasticité macroéconomique de substitution capital/travail

Output gap	$\sigma = 0,3$			$\sigma = 0,5$		
	2014	2016	2018	2014	2016	2018
og = -4	25	131	311	25	170	416
og = -3	25	128	286	25	166	378
og = -2	25	126	264	25	162	343
og = -1	26	123	243	26	158	312
og = 0	26	121	224	26	154	284
og = 1	26	119	207	26	151	259
og = 2	27	117	191	27	147	236

PIB (%)

Élasticité macroéconomique de substitution capital/travail

Output gap	$\sigma = 0,3$			$\sigma = 0,5$		
	2014	2016	2018	2014	2016	2018
og = -4	-0,1	-0,2	0,1	-0,1	-0,2	0,0
og = -3	-0,1	-0,2	0,0	-0,1	-0,2	-0,1
og = -2	-0,1	-0,2	0,0	-0,1	-0,2	-0,1
og = -1	-0,1	-0,2	0,0	-0,1	-0,2	-0,1
og = 0	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,3	-0,2
og = 1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,3	-0,2
og = 2	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,3	-0,2

Note : ces tableaux agrègent les résultats des simulations réalisées indépendamment pour chaque mesure avec l'élasticité spécifique à chaque mesure recalculée à partir de l'élasticité macroéconomique retenue.
Source : Calculs des auteurs, e-mod.fr.

Conclusion

- A long terme
 - L'équivalence des cotisations sociales employeurs et salariés milite pour le basculement sur les cotisations des seuls salariés
 - La contrainte d'équilibre général milite pour une politique des revenus. D'autant plus que les déséquilibres internationaux en zone Euro sont importants et nécessitent un ajustement des coûts salariaux
- A court terme
 - Les nécessités de la régulation macro peuvent aller en sens inverse des nécessités du financement à long terme
 - En cas de besoin si l'on doit agir sur le coût du travail il faut mieux passer par un dispositif type CICE qui est ajustable et ne brouille pas la vision de long terme du financement de la protection sociale



CONSEIL D'ORIENTATION
DES RETRAITES

Présentation en ligne sur www.cor-retraites.fr

14^e colloque du COR

Le financement du système de retraite français



Suivez le colloque du COR sur twitter
@COR_Retraites et **#CCOR2016**